

TABLE RONDE DE LA FGC GENEVE LE 23 MAI 2019

Ne laisser personne de côté: quelles priorités contre la pauvreté ?

Conclusion

René Longet
Président de la FGC

Permettez-moi tout d'abord de dire un grand merci à nos panelistes, ils nous ont permis de traiter diverses facettes de cet enjeu complexe et nous repartons ce soir avec beaucoup de pistes, d'inputs, de réflexions à poursuivre et c'est bien cela le but d'une telle table-ronde: faire le point, sans la moindre prétention à l'exhaustivité, mais en nous donnant d'envie d'aller plus loin.

Pour ma conclusion qui s'inscrit aussi dans ce but, je vous propose les six points que voici:

1. Sur l'ampleur du phénomène.

Nous sommes confrontés à une amplitude extrêmement importante, puisque, selon si l'on met la barre à environ 2 dollars par jour ou à 5, on passe de 10% de la population mondiale touchée à près de 40 ! Et même 5 dollars, cela reste très modeste, essayez de vivre – même dans un pays du Sud, même avec des conditions d'autosubsistance partielle, avec moins de 5 dollars par jour!

Le phénomène de la pauvreté est donc très largement répandu et il nous importe de souligner que ce n'est pas une caractéristique du Sud uniquement.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus divisé sommairement entre un Sud pauvre et un Nord riche; il y a plus de riches au Sud et plus de pauvres au Nord, et c'est d'un mal-développement global dont il faut parler.

2. Sur ce que la pauvreté nous dit de nos sociétés.

Cette importante permanence de la pauvreté nous renvoie très directement aux questions d'inégalités, d'exclusion, de dépossession et de dignité des personnes concernées.

Etre pauvre, c'est être privé de pouvoir seul à ses besoins, c'est être dépossédé de son statut de membre actif de la communauté, c'est rester au bord de la route, sans espérance, sans chance.

Dans quelle société sommes-nous pour admettre cela, et où voulons-nous aller?

La question posée est bien celle de l'égalité des chances entre humains et elle est constitutive de l'engagement pour la coopération. C'est cette insurrection de nos consciences, quand nous réalisons que seul le hasard a fait que nous sommes nés ici et pas ailleurs, et que cela va sceller notre destinée, qui est à la base de nos engagements. C'est cela que par nos engagements dans la coopération nous voulons fondamentalement changer!

3. Sur l'apport de la notion de développement durable.

Sur ce point, nous pouvons non seulement nous référer au premier des ODD, mais directement à la définition du développement durable.

Chacun en connaît la première phrase: «*Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.*» Mais on a un peu oublié la seconde: «*Deux concepts sont inhérents à cette notion: le concept de besoins, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité (...).*»

Et là il est particulièrement significatif à quel point peuvent converger les définitions et concepts onusiens et les revendications des mouvements de terrain.

Comme celui initié par Rajagopal en Inde et en particulier la marche Delhi-Genève, Jai Jagat, qui reprend les ODD comme plateforme de revendications. Cette convergence est tout à fait réjouissante, remarquable et nécessaire. On n'y arrivera pas sans la société civile.

4. Sur les remèdes à la pauvreté.

De l'aide individuelle, de la distribution d'argent? Ce ne serait en tous cas pas de la coopération, qui vise toujours à améliorer les conditions de vie collectives, à agir sur les structures.

Un développement de la sécurité sociale, un revenu universel ?

Peu de chances dans un pays pauvre, c'est déjà difficile chez nous.

C'est là que les projets économiques, entrepreneuriaux, d'entreprises dévolues à l'utilité, ont toute leur importance. On fait coup double: on répond à des besoins locaux et on crée du revenu. Il est important de donner toutes leurs chances aux jeunes par la formation, mais s'il n'y pas de travail ensuite, c'est vraiment une grosse déception.

Cet entrepreneuriat durable, s'appuyant sur la notion de travail décent chère à l'OIT, est une des clés du développement et merci aux organisations comme AccED qui s'y lancent ! C'est exigeant mais essentiel!

5. Cela m'amène à l'avant-dernier point : quel développement voulons-nous?

Pour nous, c'est clair : focaliser sur la résilience locale, les technologies appropriées, la réparation et la réparabilité, les énergies renouvelables, une bonne gestion des ressources locales, une économie circulaire, une bonne gouvernance.

Arrêter aussi de faire l'impasse sur l'agriculture paysanne, l'agriculture durable.

En fait, ce n'est pas très différent de ce que la durabilité postule en termes économiques pour nos pays...

6. Enfin je voudrais revenir sur cette menace de l'instrumentalisation de la coopération pour des intérêts nationaux vus de manière étroite et à court terme.

Nous ne pouvons pas admettre que notre pays soit à son tour intoxiqué par cette vision à rebours des besoins.

Nous avons besoin de défendre le multilatéralisme, la coopération entre les Etats, les espaces de concertation, les plateformes d'action internationales, la gestion de nos interdépendances. Cette dangereuse vague de repli sur ses intérêts nationaux est en train d'aggraver les problèmes, de renforcer ce court-termisme qui justement en est une des causes.

L'équilibre économique, écologique et social de la Planète nous concerne tous. Le garantir c'est cela le vrai intérêt des nations !

Et je conclus sur la notion de fédération.

Devant l'immensité de la tâche, c'est en fédérant nos forces que nous pouvons démultiplier l'impact de nos actions, ne pas nous sentir écrasés par la dimension des enjeux. Chacun, pour reprendre la formule de Pierre Rabhi fait sa part, mais quand nous nous mettons ensemble pour le faire, cette part sera bien plus significative.

Et c'est pourquoi se fédérer est aussi un des éléments constitutifs de la coopération !